

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2023/47334]

6 MAI 2023. — Arrêté ministériel définissant le modèle de rapport de réunion de la commission locale pour l'énergie et abrogeant l'arrêté ministériel du 5 juillet 2019

Le Ministre de l'Énergie,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 32, 2°, et 36, § 1^{er}, 4° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 27, § 4, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 modifiant les arrêtés du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, notamment l'article 31, § 4, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 modifiant les arrêtés du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 juillet 2019 définissant le modèle de rapport de réunion de la commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 21 mai 2008 ;

Vu la proposition de la CWaPE du 17 avril 2023,

Arrête :

Article 1^{er}. Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'Énergie statuant sur le retrait de la fourniture minimale garantie ou le défaut récurrent de paiement, est défini à l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 2. Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'Énergie gaz statuant sur l'octroi de l'aide hivernale au client protégé, est défini à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 3. Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'Énergie statuant sur la perte de la qualité de client protégé, est défini à l'annexe 3 du présent arrêté.

Art. 4. Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'Énergie statuant sur la demande de réouverture du compteur d'électricité et/ou de gaz, est abrogé.

Art. 5. L'arrêté ministériel du 5 juillet 2019 définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'énergie et abrogeant l'arrêté ministériel du 21 mai 2008, est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Namur, le 6 mai 2023.

Ph. HENRY

Annexe 1. Modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'Energie statuant sur le retrait de la fourniture minimale garantie ou le défaut récurrent de paiement

Rapport de réunion de la Commission locale pour l'Énergie Fourniture minimale d'électricité ou défaut récurrent de paiement

Commune de
.....

Commission locale pour l'Énergie relative à la fourniture minimale d'électricité ou au défaut récurrent de paiement.

Rapport de la réunion du, organisée :

- Au sein du CPAS**
- Par téléconférence**

Composition de la Commission

Mme ou M. ,
Président et représentant désigné par le Conseil de l'action sociale

Mme ou M. ,
représentant assurant la guidance sociale énergétique au sein du CPAS

Mme ou M. , représentant le fournisseur social auquel le client est connecté.

Le secrétariat de la Commission est assuré par

.....
.....

Client concerné

Nom et prénom :

.....
.....

Adresse postale :

.....
.....

Téléphone, GSM et adresse mail :

.....
.....

Numéro de client :

Présent

Présent et assisté par :

.....
(autre personne que l'assistant social assurant la guidance)

Absent mais représenté par :

.....
(autre personne que l'assistant social assurant la guidance + *joindre preuve*)

Excusé (*joindre preuve*)

Absent

Bilan de la situation

Le CPAS a mis tout en œuvre pour prendre contact avec le client concerné	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
La note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non-paiement et/ou de non-rechargement a été entièrement appliquée (facture et mise en demeure relatives à la fourniture minimale garantie) par le fournisseur social	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Le client dispose d'un compteur dont la fonction « prépaiement » a été activée depuis le / /
Date d'activation du limiteur de puissance / /
Durée (estimée) de la fourniture minimale garantie mois
État des consommations sous limiteur de puissance :	
<input type="checkbox"/> Consommations relevées kWh
<input type="checkbox"/> Consommations estimées (uniquement dans le cas où le gestionnaire de réseau se trouve dans l'impossibilité d'accéder au compteur à budget du client concerné) kWh estimés
Dette liée à la fourniture minimale garantie (réelle ou estimée) €

Décomposition de la dette

Dette relative à la fourniture minimale garantie d'électricité

.....
... €

Autres frais (à préciser)

.....

.....

.....

.....

.....
... €**Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale pour l'Énergie décide :** de maintenir la fourniture minimale garantie de retirer la fourniture minimale garantie. Ce retrait s'effectuera en dehors de la période hivernale et au plus tôt cinq jours après la date de notification de l'avis de la commission. Le client pourra toutefois bénéficier d'électricité à pleine puissance moyennant le prépaiement de son énergie. Si le client dispose d'un compteur communicant, le gestionnaire de réseau de distribution procédera au retrait de la fourniture minimale garantie à distance.

La liste des emplacements des bornes de prépaiement peut être obtenue gratuitement :

• via le site internet suivant :

.....

• via le numéro de téléphone suivant :

.....

• via l'envoi d'un mail à l'adresse suivante :

.....

Néanmoins dans le cas où le client ne permet pas au gestionnaire de réseau d'avoir accès au compteur pour modifier la configuration (afin de retirer la fourniture minimale), le gestionnaire de réseau introduira une demande de suspension (coupure) de l'alimentation auprès du juge de paix.

 de se revoir le/...../..... d'accorder une remise de dettes de € au client relativement à sa fourniture minimale garantie via l'intervention du Fonds énergie de la Région Wallonne. La demande d'intervention sera introduite auprès de l'Administration par le fournisseur social. Le client est invité à solliciter d'une guidance sociale énergétique assurée par les services du CPAS.

d'accorder au client un plan de paiement pour la somme totale de

..... € à raison de :

• € en un versement unique sur le compte IBAN

..... et/ou

• € par mois pendant mois à verser sur le compte IBAN

.....

Et ce à partir du/...../..... et pour le/...../..... de chaque mois au plus tard.

De même, le client pourra solliciter une guidance sociale énergétique assurée par les services du CPAS. Néanmoins s'il ne respecte pas le plan de paiement octroyé par la CLE, le client pourrait voir sa fourniture minimale garantie en électricité interrompue.

Autre :

.....
.....
.....
.....

Motivation de la décision :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Recommandations éventuelles :

.....
.....
.....
.....
.....

Modalités de la guidance sociale énergétique

Le client dispose déjà d'une guidance sociale énergétique

.....
.....
.....

Le client ne dispose pas d'une guidance sociale énergétique auquel cas, le CPAS l'informe, lors de la présente Commission Locale pour l'Énergie, qu'il peut solliciter une guidance sociale énergétique

.....
...
.....
...

Signature des membres de la Commission

Signature du Président, représentant désigné par le Conseil de l'Action sociale

Signature de la personne chargée de la guidance sociale énergétique au sein du CPAS

Signature du représentant du fournisseur social

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification

Signature du client ou de la personne le représentant¹

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification (biffer si non appliqué)

¹ L'intéressé confirme avoir compris l'objet du traitement des données communiquées et donne son consentement quant à l'utilisation de celles-ci par les membres de la commission locale pour l'énergie et dans le cadre strict de cette finalité. Conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données, l'intéressé est en droit, à tout moment, de s'opposer au traitement, de demander la modification ou l'effacement de ses données personnelles.

La réunion de la présente Commission locale pour l'Énergie est tenue conformément à :

- l'article 33ter, §2, 1° du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;
- les articles 38 et 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité (AGW OSP ELECTRICITE) ;
- l'article 4, al. 1^{er}, 1° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie (AGW CLE).

En cas de contestation contre la présente décision, conformément à l'article 33ter, §6 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, un recours peut être introduit contre celle-ci devant la justice de paix du lieu de raccordement du client concerné.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 6 mai 2023 définissant le modèle de rapport de réunion de la commission locale pour l'énergie et abrogeant l'arrêté ministériel du 5 juillet 2019.

Namur, le 6 mai 2023.

Le Ministre de l'Énergie,

Ph. HENRY

Annexe 2. Modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'Energie statuant sur l'octroi de l'aide hivernale au client protégé

Rapport de réunion de la Commission locale pour l'Energie gaz L'octroi de l'aide hivernale¹ au client protégé

Commune de

Commission locale pour l'Énergie - Gaz/poursuite de l'aide hivernale

Rapport de la réunion du, organisée :

- Au sein du CPAS
 Par téléconférence

Composition de la Commission

Mme ou M. ,
Président et représentant désigné par le Conseil de l'action sociale

Mme ou M. ,
représentant assurant la guidance sociale énergétique au sein du CPAS

Mme ou M. ,
représentant le fournisseur social auquel le client est connecté.

Le secrétariat de la Commission est assuré par

.....

Client concerné

Nom et prénom :

¹ L'aide hivernale consiste en la prise en charge de 70 % du coût de la fourniture de gaz durant la période hivernale, via l'intervention du Fonds Energie de la Région wallonne. La demande d'intervention sera introduite auprès de l'Administration par le fournisseur social. Cette prise en charge s'effectue sur le montant total correspondant à la consommation effective du client, et qui sera déterminé avec précision en fin de période hivernale (Si le client dispose d'un compteur à budget, sa consommation sera déterminée, suite au passage, par le client, de sa carte dans le compteur à budget et ensuite dans une borne de rechargement. Si le client dispose d'un compteur communicant dont la fonction de prépaiement est activée, le fournisseur social relèvera à distance les index du client en fin de période hivernale pour déterminer sa consommation). Dans le cas d'une décision du Ministre d'étendre la durée de la période hivernale au-delà du 31 mars, l'octroi de l'aide hivernale décidé par la CLE sera automatiquement maintenu jusqu'à la fin de cette période.

Adresse postale :

.....

Téléphone, GSM et adresse mail :

.....

Numéro de client :

Présent

Présent et assisté par :

.....
 (autre personne que l'assistant social assurant la guidance)

Absent mais représenté par :

.....
 (autre personne que l'assistant social assurant la guidance + *joindre preuve*)

Excusé (*joindre preuve*)

Absent

Bilan de la situation

Le CPAS a mis tout en œuvre pour prendre contact avec le client concerné.

Oui
 Non

La note justificative dont il ressort que la procédure a été respectée, et qui précise la fourniture octroyée au client entre la demande du client de l'aide hivernale et la tenue de la réunion de la CLE, a été fournie par le fournisseur social.

Oui
 Non

Date du début de l'application de l'aide hivernale (fourniture par le fournisseur social dans l'intervalle de la réunion de la CLE).

..... / /

Index du début de l'aide hivernale.

.....

Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale pour l'Énergie décide :

de poursuivre l'aide hivernale octroyée au client.

Si le client dispose d'un compteur à budget, il a l'obligation de communiquer ses index au fournisseur social à la fin de la période hivernale (prévue, en principe, le 31/03 prochain), au moyen du passage de sa carte de prépaiement dans le compteur à budget et ensuite dans une borne de rechargement.

Si le client dispose d'un compteur communicant dont la fonction de prépaiement est activée, le fournisseur social procédera lui-même et à distance au relevé des index du client à la fin de la période hivernale (prévue en principe, le 31/03 prochain)

de mettre fin à l'aide hivernale à dater de ce/...../.....Les kWh consommés durant la période de fourniture par le fournisseur social restent à charge du client.

La fin de l'aide hivernale peut survenir au plus tôt cinq jours après la date de notification de l'avis de la commission.

se revoir le:/...../.....
Pendant cet intervalle, l'aide hivernale est maintenue.

Lors de la présente CLE, le CPAS informe le client qu'il peut solliciter une guidance sociale énergétique assurée par ses soins.

Autre :

.....
.....
.....

Motivation de la décision :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Recommandations éventuelles :

.....
.....
.....
.....
.....

Modalités de la guidance sociale énergétique

Le client dispose déjà d'une guidance sociale énergétique

.....

Le client ne dispose pas d'une guidance sociale énergétique. Le CPAS informe, lors de la présente Commission Locale pour l'Énergie, le client qu'il peut solliciter une guidance sociale énergétique.

.....

Signature des membres de la Commission

Signature du Président, représentant désigné par le Conseil de l'Action sociale

Signature de la personne chargée de la guidance sociale énergétique au sein du CPAS

Signature du représentant du fournisseur social

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification

Signature du client ou de la personne le représentant¹

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification (biffer si non appliqué)

La réunion de la présente Commission locale pour l'Énergie est tenue conformément à :
 - l'article 31quater, §2, 1° du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz ;

¹ L'intéressé confirme avoir compris l'objet du traitement des données communiquées et donne son consentement quant à l'utilisation de celles-ci par les membres de la commission locale pour l'énergie et dans le cadre strict de cette finalité. Conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données, l'intéressé est en droit, à tout moment, de s'opposer au traitement, de demander la modification ou l'effacement de ses données personnelles.

- l'article 6bis, al. 1^{er}, 1^o de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie (AGW CLE) ;
- l'article 40 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz (AGW OSP GAZ).

En cas de contestation contre la présente décision, conformément à l'article 31quater, §6 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, un recours peut être introduit contre celle-ci devant la justice de paix du lieu de raccordement du client concerné.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 6 mai 2023 définissant le modèle de rapport de réunion de la commission locale pour l'énergie et abrogeant l'arrêté ministériel du 5 juillet 2019.

Namur, le 6 mai 2023.

Le Ministre de l'Energie,

Ph. HENRY

Annexe 3. Modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'Energie statuant sur la perte de la qualité de client protégé

Rapport de réunion de la Commission locale pour l'Énergie (électricité et/ou gaz) Perte de la qualité de client protégé

Commune de

Commission locale pour l'Énergie relative à la perte de la qualité de client protégé.

Rapport de la réunion, organisée :

- Au sein du CPAS
- Par téléconférence

Composition de la Commission

Mme ou M. ,
Président et représentant désigné par le Conseil de l'action sociale

Mme ou M. ,
représentant assurant la guidance sociale énergétique au sein du CPAS

Mme ou M. , représentant le fournisseur
social auquel le client est connecté.

Le secrétariat de la Commission est assuré par

.....
.....

Client concerné

Nom et prénom :

.....
....

Adresse postale :

.....
....

Téléphone, GSM et adresse mail :

.....
....

Numéro de client :

Présent

- Présent et assisté par :

.....
(autre personne que l'assistant social assurant la guidance)

Absent mais représenté par :

.....
(autre personne que l'assistant social assurant la guidance + *joindre preuve*)

Excusé (*joindre preuve*)

Absent

Bilan de la situation

Le CPAS a mis tout en œuvre pour prendre contact avec le client concerné.

Oui
 Non

Le client protégé est alimenté par le fournisseur social depuis le :

..... / /

Date de la perte de la qualité de client protégé ou date d'échéance de la dernière attestation valable

..... / /

La note justificative, dont il ressort que la procédure en cas de perte du statut de client protégé a été respectée, a été fournie.

Oui
 Non

Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale pour l'Énergie décide de :

maintenir le statut de client protégé et autorise le maintien de la fourniture d'électricité et/ou de la fourniture de gaz par le gestionnaire de réseau.

confirmer la perte du statut de client protégé. La procédure de régularisation pouvant mener à une demande de suspension (coupure) de l'alimentation du client auprès du juge de paix est entamée. Pour éviter la coupure ou interrompre la procédure devant le juge de paix, le client est invité à signer un contrat avec le fournisseur commercial de son choix dans les plus brefs délais ou à fournir une attestation valable prouvant son statut de client protégé.

se revoir le/...../.....

Autre :

.....

....

.....

....

Motivation de la décision

.....
.....
.....
.....
.....

Signature des membres de la Commission

Signature du Président et représentant désigné par le Conseil de l'Action sociale

Signature de la personne chargée de la guidance sociale énergétique au sein du CPAS

Signature du représentant du fournisseur social

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification

Signature du client ou de la personne le représentant¹

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification (biffer si non appliqué)

La réunion de la présente Commission locale pour l'Énergie est tenue conformément à :

- l'article 31bis, § 2 du décret du 19 décembre 2002, relatif à l'organisation du marché régional du gaz ;
- l'article 33, § 2 du décret du 12 avril 2001, relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;

¹ L'intéressé confirme avoir compris l'objet du traitement des données communiquées et donne son consentement quant à l'utilisation de celles-ci par les membres de la commission locale pour l'énergie et dans le cadre strict de cette finalité. Conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données, l'intéressé est en droit, à tout moment, de s'opposer au traitement, de demander la modification ou l'effacement de ses données personnelles.

- l'article 31, § 4 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006, relatif aux Obligations de service public dans le marché du gaz (AGW OSP GAZ) ;
- l'article 27, § 4 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006, relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité (AGW OSP ELECTRICITE) ;
- l'article 6quinquies de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie (AGW CLE).

En cas de contestation contre la présente décision, conformément à l'article 33ter, §6 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et à l'article 31quater, §6 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, un recours peut être introduit contre celle-ci devant la justice de paix du lieu de raccordement du client concerné.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 6 mai 2023 définissant le modèle de rapport de réunion de la commission locale pour l'énergie et abrogeant l'arrêté ministériel du 5 juillet 2019.

Namur, le 6 mai 2023.

Le Ministre de l'Energie,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/47334]

6. MAI 2023 — Ministerieller Erlass zur Festlegung des Musters für den Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission und zur Aufhebung des ministeriellen Erlasses vom 5. Juli 2019

Der Minister für Energie,

gestützt auf das Dekret vom 19. Dezember 2002 über die Organisation des regionalen Gasmarktes, insbesondere auf die Artikel 32, 2°, und 36, Absatz 1, 4°;

gestützt auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Energiekommission, insbesondere auf Artikel 2;

gestützt auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen auf dem Elektrizitätsmarkt, insbesondere Artikel 27, Absatz 4, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Änderung der Erlasse vom 30. März 2006 über die gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen auf dem Elektrizitäts- und Gasmarkt und vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Bekanntmachung von Abschaltungen;

gestützt auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen auf dem Gasmarkt, insbesondere Artikel 31, Absatz 4, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Änderung der Erlasse vom 30. März 2006 über die gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen auf dem Elektrizitäts- und Gasmarkt und vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Bekanntmachung von Abschaltungen;

gestützt auf den ministeriellen Erlass vom 5. Juli 2019 zur Festlegung des Musters für den Bericht über die Sitzung der lokalen Kommission für die Ankündigung von Strom- und Gasabschaltungen und zur Aufhebung des ministeriellen Erlasses vom 21. Mai 2008;

auf Vorschlag der CWaPE vom 17. April 2023,

Beschließt:

Artikel 1 - Das Muster für den Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission, in der über den Entzug der garantierten Mindestversorgung oder über wiederholte Nichtzahlung entschieden wird, ist in Anhang 1 dieser Verordnung festgelegt.

Art. 2 - Das Muster für den Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission Gas, in der über die Gewährung von Winterhilfe für geschützte Kunden entschieden wird, ist in Anhang 2 dieses Erlasses festgelegt.

Art. 3 - Das Muster für den Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission, in der über den Verlust des Status als geschützter Kunde entschieden wird, ist in Anhang 3 dieses Erlasses festgelegt.

Art. 4 - Das Muster für den Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission, in der über den Antrag auf Wiedereröffnung des Strom- und/oder Gaszählers entschieden wird, wird aufgehoben.

Art. 5 - Der ministerielle Erlass vom 5. Juli 2019 zur Festlegung des Musters für den Sitzungsbericht der lokalen Energiekommission und zur Aufhebung des ministeriellen Erlasses vom 21. Mai 2008 wird mit dem Inkrafttreten dieses Erlasses aufgehoben.

Namur, den 6. Mai 2023

Ph. HENRY

Anhang 1. Muster für den Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission, in der über den Entzug der garantierten Mindestversorgung oder über wiederholte Nichtzahlung entschieden wird.

Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission Mindeststromversorgung oder wiederholte Nichtzahlung

Gemeinde

Sitzung der lokalen Energiekommission in Bezug auf die Mindestversorgung mit Strom oder wiederkehrende Zahlungsausfälle.

Bericht über die Sitzung am ,
veranstaltet:

- Innerhalb des ÖSHZ**
- Per Telefonkonferenz**

Zusammensetzung der Kommission

Frau oder Herr
Vorsitzender und vom Sozialhilferat ernannter Vertreter

Frau oder Herr
Vertreter, der die soziale Energieberatung im ÖSHZ sicherstellt

Frau oder Herr , die/der den sozialen
Versorger repräsentiert, mit dem der Kunde verbunden ist.

Das Sekretariat der Kommission wird übernommen von

.....
.....

Betroffener Kunde

Name und Vorname:

.....
.....

Postanschrift:

.....
.....

Festnetztelefon, Mobiltelefon und E-Mail-Adresse:

.....
.....

Kundennummer:

Anwesend

Anwesend und unterstützt von:

.....
(andere Person als der Sozialassistent, der die Beratung übernimmt)

Abwesend, aber vertreten durch:

.....
(andere Person als der Sozialassistent, der die Beratung übernimmt + *Nachweis beifügen*)

Entschuldigt (*Nachweis beifügen*)

Abwesend

Zusammenfassung der Situation

Das ÖSHZ hat alle Anstrengungen unternommen, um mit dem betroffenen Kunden Kontakt aufzunehmen.

Ja
 Nein

Der Beleg, aus dem hervorgeht, dass das Verfahren bei Nichtzahlung und/oder Nichtaufladung vom sozialen Versorger vollständig angewandt wurde (Rechnung und Mahnung bezüglich der garantierten Mindestversorgung).

Ja
 Nein

Der Kunde verfügt über einen Zähler, bei dem die Funktion „Vorauszahlung“ seit dem

..... / /
aktiviert ist

Datum der Aktivierung des Leistungsbegrenzers

..... / /

(Geschätzte) Dauer der garantierten Mindestversorgung

..... Monate

Status des Verbrauchs mit Leistungsbegrenzer:

Abgelesener Verbrauch

..... kWh

Geschätzte Verbräuche (nur für den Fall, dass der Netzbetreiber keinen Zugang zum Haushaltszähler des betreffenden Kunden hat)

..... geschätzte kWh

Schulden im Zusammenhang mit der garantierten Mindestversorgung (tatsächlich oder geschätzt)

..... €

Aufschlüsselung der Schulden

Schulden in Bezug auf die garantierte Mindestversorgung mit Strom

.....
... €

Sonstige Kosten (bitte angeben)

.....
.....
.....
.....

.....
... €

Aufgrund der ihr vorliegenden Informationen und nach Beratung beschließt die lokale Energiekommission:

- die garantierte Mindestversorgung aufrechtzuerhalten
- die garantierte Mindestversorgung einzustellen. Diese Einstellung erfolgt außerhalb der Winterzeit und frühestens fünf Tage nach dem Datum, an dem die Stellungnahme der Kommission mitgeteilt wurde. Der Kunde kann jedoch Strom mit voller Leistung beziehen, wenn er seine Energie im Voraus bezahlt. Wenn der Kunde über einen kommunikationsfähigen Zähler verfügt, nimmt der Verteilernetzbetreiber die Einstellung der garantierten Mindestversorgung per Fernzugriff vor.

Die Liste mit den Standorten der Prepaid-Terminals kann kostenlos angefordert werden:

- über folgende Website:
- über folgende Telefonnummer:
- durch Versand einer E-Mail an folgende Adresse:
.....

Falls der Kunde dem Netzbetreiber jedoch keinen Zugang zum Zähler gewährt, um die Konfiguration zu ändern (um die Mindestversorgung einzustellen), wird der Netzbetreiber beim Friedensrichter einen Antrag auf Aussetzung (Unterbrechung) der Versorgung stellen.

- einen neuen Termin am/...../..... anzuberaumen

- dem Kunden einen Schuldenerlass in Höhe von € in Bezug auf seine garantierte Mindestversorgung durch die Beteiligung des Energiefonds der Wallonischen Region zu gewähren. Der Beteiligungsantrag wird vom sozialen Versorger bei der Verwaltung eingereicht. Dem Kunden wird empfohlen, eine soziale Energieberatung durch das ÖSHZ in Anspruch zu nehmen.

dem Kunden einen Zahlungsplan für die Gesamtsumme von € zu gewähren, und zwar in Höhe von:

- € in Form einer einmaligen Zahlung auf das Konto IBAN und/oder
- € pro Monat für Monate auf das Konto IBAN zu überweisen.

Und zwar ab/...../..... und bis spätestens/...../.....jedes Monats.

Außerdem kann der Kunde eine soziale Energieberatung beantragen, die vom ÖSHZ durchgeführt wird. Wenn der Kunde jedoch den von der CLE gewährten Zahlungsplan nicht einhält, kann die garantierte Mindestversorgung mit Strom unterbrochen werden.

Sonstiges:

.....

Begründung der Entscheidung:

.....

Eventuelle Empfehlungen:

.....

Modalitäten der sozialen Energieberatung

Der Kunde hat bereits eine soziale Energieberatung in Anspruch genommen

.....

Der Kunde hat keine soziale Energieberatung in Anspruch genommen. In diesem Fall informiert ihn das ÖSHZ im Rahmen dieser Sitzung der lokalen Energiekommission darüber, dass er eine soziale Energieberatung beantragen kann.

.....
...
.....
...

Unterschrift der Kommissionsmitglieder

Unterschrift des Präsidenten, vom Sozialhilferat ernannter Vertreter

Unterschrift der Person, die im ÖSHZ für die soziale Energieberatung zuständig ist

Unterschrift des Vertreters des sozialen Versorgers

Die betroffene Person bestätigt, dass sie eine Kopie dieser Entscheidung erhalten hat, was als Benachrichtigung gilt

Unterschrift der Kundin/des Kunden oder der Person, die sie/ihn vertritt¹

Die betroffene Person bestätigt, dass sie eine Kopie dieser Entscheidung erhalten hat, was als Benachrichtigung gilt (Nichtzutreffendes bitte streichen)

¹ Die betroffene Person bestätigt, dass sie den Zweck der Verarbeitung der mitgeteilten Daten verstanden hat und gibt ihre Zustimmung zur Verwendung der Daten durch die Mitglieder der lokalen Energiekommission und im strikten Rahmen dieses Zwecks. Gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EU) 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr hat die betroffene Person jederzeit das Recht, der Verarbeitung zu widersprechen und die Änderung oder Löschung ihrer personenbezogenen Daten zu verlangen.

Die Sitzung dieser lokalen Energiekommission erfolgt gemäß:

- Artikel 33ter, Absatz 2, 1° des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes;
- Artikel 38 und 39 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen auf dem Elektrizitätsmarkt (AGW OSP ELECTRICITE);
- Artikel 4, Abs. 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Energiekommission (AGW CLE).

Im Falle einer Anfechtung dieser Entscheidung kann gemäß Artikel 33ter, Absatz 6 des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes eine Klage gegen diese Entscheidung beim Friedensrichter des Anschlussortes des betroffenen Kunden eingereicht werden.

Anhang zum Erlass vom 6. Mai 2023, der das Muster für den Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission festlegt und den ministeriellen Erlass vom 5. Juli 2019 aufhebt.

Namur, den 6. Mai 2023.

Der Minister für Energie,

Ph. HENRY

Anhang 2. Muster für den Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission, in der über die Gewährung von Winterhilfe für geschützte Kunden entschieden wird

Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission Gas über die Gewährung von Winterhilfe¹ für geschützte Kunden

Gemeinde

Lokale Energiekommission - Gas/Weiterführung der Winterhilfe

Bericht über die Sitzung am ,
veranstaltet:

- Innerhalb des ÖSHZ**
 Per Telefonkonferenz

Zusammensetzung der Kommission

Frau oder Herr,
Vorsitzender und vom Sozialhilferat ernannter Vertreter

Frau oder Herr,
Vertreter, der die soziale Energieberatung im ÖSHZ sicherstellt

Frau oder Herr,
die/der den sozialen Versorger repräsentiert, mit dem der Kunde verbunden ist.

Das Sekretariat der Kommission wird übernommen von

.....
.....

Betroffener Kunde

Name und Vorname:

¹ Die Winterhilfe besteht in der Übernahme von 70 % der Kosten für die Gasversorgung während der Winterperiode über die Beteiligung des Energiefonds der Wallonischen Region. Der Beteiligungsantrag wird vom sozialen Versorger bei der Verwaltung eingereicht. Diese Kostenübernahme erfolgt auf den Gesamtbetrag, der dem tatsächlichen Verbrauch des Kunden entspricht und der am Ende der Winterperiode genau bestimmt wird. (Wenn der Kunde über einen Budgetzähler verfügt, wird sein Verbrauch ermittelt, nachdem der Kunde seine Karte in den Budgetzähler und dann in eine Aufladestation eingeführt hat. Wenn der Kunde über einen kommunizierenden Zähler mit aktivierter Vorauszahlungsfunktion verfügt, wird der soziale Versorger am Ende der Winterperiode den Zählerstand des Kunden aus der Ferne ablesen, um seinen Verbrauch zu ermitteln). Im Falle einer Entscheidung des Ministers, die Dauer des Winterzeitraums über den 31. März hinaus zu verlängern, wird die von der CLE beschlossene Gewährung der Winterhilfe automatisch bis zum Ende dieses Zeitraums fortgesetzt.

Postanschrift:

.....

Festnetztelefon, Mobiltelefon und E-Mail-Adresse:

.....

Kundennummer:

Anwesend

Anwesend und unterstützt von:

.....
 (andere Person als der Sozialassistent, der die Beratung übernimmt)

Abwesend, aber vertreten durch:

.....
 (andere Person als der Sozialassistent, der die Beratung übernimmt + *Nachweis beifügen*)

Entschuldigt (*Nachweis beifügen*)

Abwesend

Zusammenfassung der Situation

Das ÖSHZ hat alle Anstrengungen unternommen, um mit dem betroffenen Kunden Kontakt aufzunehmen.

Ja
 Nein

Der Beleg, aus dem hervorgeht, dass das Verfahren eingehalten wurde, und in dem die dem Kunden gewährte Lieferung zwischen dem Antrag des Kunden auf Winterhilfe und der Abhaltung der CLE-Sitzung aufgeführt ist, wurde vom sozialen Versorger bereitgestellt.

Ja
 Nein

Datum des Beginns der Anwendung der Winterhilfe (Bereitstellung durch den sozialen Versorger in der Zeit zwischen den CLE-Sitzungen).

..... / /

Zählerstand zu Beginn der Winterhilfe.

.....

Aufgrund der ihr vorliegenden Informationen und nach Beratung beschließt die lokale Energiekommission:

die dem Kunden gewährte Winterhilfe fortsetzen.

Wenn der Kunde über einen Budgetzähler verfügt, ist er verpflichtet, dem sozialen Versorger am Ende der Winterperiode (voraussichtlich am 31.03.) seine Zählerstände mitzuteilen, indem er seine Prepaid-Karte in den Budgetzähler und anschließend in eine Aufladestation einführt.

Wenn der Kunde über einen kommunizierenden Zähler mit aktivierter Vorauszahlungsfunktion verfügt, wird der soziale Versorger am Ende der Winterperiode (voraussichtlich am 31.03.) selbst und aus der Ferne die Zählerstände des Kunden ablesen.

die Winterhilfe ab dem/...../..... zu beenden. Die während des Lieferzeitraums der Versorgung durch den sozialen Versorger verbrauchten kWh gehen weiterhin zu Lasten des Kunden.

Die Beendigung der Winterhilfe kann frühestens fünf Tage nach dem Datum der Zustellung der Stellungnahme des Ausschusses erfolgen.

einen neuen Termin am/...../..... anzuberaumen
In dieser Zeit wird die Winterhilfe fortgesetzt.

Bei dieser Sitzung der CLE informiert das ÖSHZ den Kunden darüber, dass er eine von ihm durchgeführte energetische Sozialberatung beantragen kann.

Sonstiges:

.....
.....
.....

Begründung der Entscheidung:

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Eventuelle Empfehlungen:

.....
.....
.....
.....
.....

Modalitäten der sozialen Energieberatung

Der Kunde hat bereits eine soziale Energieberatung in Anspruch genommen

.....

.....

Der Kunde hat keine soziale Energieberatung in Anspruch genommen. Das ÖSHZ informiert den Kunden bei dieser Sitzung der lokalen Energiekommission darüber, dass er eine soziale Energieberatung beantragen kann.

.....

.....

Unterschrift der Kommissionsmitglieder

Unterschrift des Präsidenten, vom Sozialhilferat ernannter Vertreter

Unterschrift der Person, die im ÖSHZ für die soziale Energieberatung zuständig ist

Unterschrift des Vertreters des sozialen Versorgers

Die betreffende Person bestätigt, dass sie eine Kopie dieser Entscheidung erhalten hat, was als Benachrichtigung gilt

Unterschrift der Kundin/des Kunden oder der Person, die sie/ihn vertritt¹

Die betroffene Person bestätigt, dass sie eine Kopie dieser Entscheidung erhalten hat, was als Benachrichtigung gilt (Nichtzutreffendes bitte streichen)

Die Sitzung dieser lokalen Energiekommission erfolgt gemäß:
- Artikel 31quater, Absatz 2, 1° des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Organisation des regionalen Gasmarktes;

¹ Die betroffene Person bestätigt, dass sie den Zweck der Verarbeitung der mitgeteilten Daten verstanden hat und gibt ihre Zustimmung zur Verwendung der Daten durch die Mitglieder der lokalen Energiekommission und im strikten Rahmen dieses Zwecks. Gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EU) 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr hat die betroffene Person jederzeit das Recht, der Verarbeitung zu widersprechen und die Änderung oder Löschung ihrer personenbezogenen Daten zu verlangen.

- Artikel 6bis, Abs. 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Energiekommission (AGW CLE).
- Artikel 40 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen auf dem Gasmarkt (AGW OSP GAZ);
Im Falle einer Anfechtung dieser Entscheidung gemäß Artikel 31quater, Absatz 6 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Organisation des regionalen Gasmarktes, kann gegen diese Entscheidung beim Friedensrichter des Anschlussortes des betroffenen Kunden Klage erhoben werden.

Anhang zum Erlass vom 6. Mai 2023, der das Muster für den Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission festlegt und den ministeriellen Erlass vom 5. Juli 2019 aufhebt.

Namur, den 6. Mai 2023.

Der Minister für Energie,

Ph. HENRY

Anhang 3. Muster für den Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission, in der über den Verlust des Status als geschützter Kunde entschieden wird

Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission (Strom und/oder Gas) Verlust des Status als geschützter Kunde

Gemeinde

Sitzung der lokalen Energiekommission über den Verlust der Eigenschaft als geschützter Kunde.

Bericht über die Sitzung am ,
veranstaltet:

- Innerhalb des ÖSHZ**
- Per Telefonkonferenz**

Zusammensetzung der Kommission

Frau oder Herr,
Vorsitzender und vom Sozialhilferat ernannter Vertreter

Frau oder Herr,
Vertreter, der die soziale Energieberatung im ÖSHZ sicherstellt

Frau oder Herr, die/der den sozialen
Versorger repräsentiert, mit dem der Kunde verbunden ist.

Das Sekretariat der Kommission wird übernommen von

.....
.....

Betroffener Kunde

Name und Vorname:

.....
....

Postanschrift:

.....
....

Festnetztelefon, Mobiltelefon und E-Mail-Adresse:

.....
....

Kundennummer:

Anwesend

- Anwesend und unterstützt von:

.....

(andere Person als der Sozialassistent, der die Beratung übernimmt)

Abwesend, aber vertreten durch:

.....

(andere Person als der Sozialassistent, der die Beratung übernimmt + *Nachweis beifügen*)

Entschuldigt (*Nachweis beifügen*)

Abwesend

Zusammenfassung der Situation

Das ÖSHZ hat alle Anstrengungen unternommen, um mit dem betroffenen Kunden Kontakt aufzunehmen.

Ja

Nein

Der geschützte Kunde wird vom sozialen Versorger versorgt seit dem:

..... / /

Datum des Verlusts der Eigenschaft als geschützter Kunde oder Ablaufdatum der letzten gültigen Bescheinigung

..... / /

Der Begründungsvermerk, aus dem hervorgeht, dass das Verfahren bei Verlust des Status eines geschützten Kunden eingehalten wurde, wurde vorgelegt.

Ja

Nein

Aufgrund der ihr vorliegenden Informationen und nach Beratung beschließt die lokale Energiekommission:

den Status eines geschützten Kunden aufrechterhalten und die weitere Versorgung mit Strom und/oder Gas durch den Netzbetreiber zu genehmigen.

den Verlust des Status eines geschützten Kunden zu bestätigen. Das Regularisierungsverfahren, das zu einem Antrag auf Aussetzung (Abschaltung) der Stromversorgung des Kunden beim Friedensrichter führen kann, wird eingeleitet. Um die Abschaltung zu vermeiden oder das Verfahren vor dem Friedensrichter zu unterbrechen, wird der Kunde aufgefordert, so schnell wie möglich einen Vertrag mit einem kommerziellen Versorger seiner Wahl abzuschließen oder eine gültige Bescheinigung vorzulegen, die seinen Status als geschützter Kunde belegt.

einen neuen Termin am/...../..... anzuberaumen

Sonstiges:

.....
....

.....

Begründung der Entscheidung

.....

Unterschrift der Kommissionsmitglieder

Unterschrift des Präsidenten und des vom Sozialhilferat ernannten Vertreters

Unterschrift der Person, die im ÖSHZ für die soziale Energieberatung zuständig ist

Unterschrift des Vertreters des sozialen Versorgers

Die betreffende Person bestätigt, dass sie eine Kopie dieser Entscheidung erhalten hat, was als Benachrichtigung gilt

Unterschrift der Kundin/des Kunden oder der Person, die sie/ihn vertritt¹

Die betroffene Person bestätigt, dass sie eine Kopie dieser Entscheidung erhalten hat, was als Benachrichtigung gilt (Nichtzutreffendes bitte streichen)

Die Sitzung dieser lokalen Energiekommission erfolgt gemäß:

¹ Die betroffene Person bestätigt, dass sie den Zweck der Verarbeitung der mitgeteilten Daten verstanden hat und gibt ihre Zustimmung zur Verwendung der Daten durch die Mitglieder der lokalen Energiekommission und im strikten Rahmen dieses Zwecks. Gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EU) 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr hat die betroffene Person jederzeit das Recht, der Verarbeitung zu widersprechen und die Änderung oder Löschung ihrer personenbezogenen Daten zu verlangen.

- Artikel 31*bis*, Absatz 2, des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Organisation des regionalen Gasmarktes;
- Artikel 33, Absatz 2, des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes;
- Artikel 31, Absatz 4, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen auf dem Gasmarkt (AGW OSP GAZ);
- Artikel 27, Absatz 4, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen auf dem Elektrizitätsmarkt (AGW OSP ELECTRICITE);
- Artikel 6*quinquies* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Energiekommission (AGW CLE).

Im Falle einer Anfechtung dieser Entscheidung gemäß Artikel 33ter, Absatz 6, des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Strommarktes und Artikel 31quater, Absatz 6, des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Organisation des regionalen Gasmarktes kann gegen diese Entscheidung vor dem Friedensgericht des Anschlussortes des betroffenen Kunden geklagt werden.

Anhang zum Erlass vom 6. Mai 2023, der das Muster für den Bericht über die Sitzung der lokalen Energiekommission festlegt und den ministeriellen Erlass vom 5. Juli 2019 aufhebt.

Namur, den 6. Mai 2023.

Der Minister für Energie,

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/47334]

6 MEI 2023. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het model voor het verslag van de vergadering van de lokale energielcommissie en tot opheffing van het ministerieel besluit van 5 juli 2019

De Minister van Energie,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de regionale gasmarkt, met name de artikelen 32, 2° en 36, § 1, 4°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de lokale energielcommissie, met name artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbaredienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, met name artikel 27, § 4, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot wijziging van de besluiten van 30 maart 2006 betreffende de openbaredienstverplichtingen op de elektriciteits- en gasmarkt en van 17 juli 2003 betreffende de lokale afsluitingscommissie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbaredienstverplichtingen op de gasmarkt, met name artikel 31, § 4, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot wijziging van de besluiten van 30 maart 2006 betreffende de openbaredienstverplichtingen op de elektriciteits- en gasmarkt en van 17 juli 2003 betreffende de lokale afsluitingscommissie;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 juli 2019 tot vaststelling van het model voor het verslag van de lokale afsluitingscommissie voor gas en elektriciteit en tot opheffing van het ministerieel besluit van 21 mei 2008;

Gezien het CWaPE-voorstel van 17 april 2023,

Besluit :

Artikel 1. Het modelverslag voor de vergadering van de lokale energielcommissie die beslist over de intrekking van de minimale gegarandeerde levering of terugkerende niet-betaling wordt gedefinieerd in bijlage 1 van dit besluit.

Art. 2. Het modelverslag voor de vergadering van de lokale energielcommissie (gas) die uitspraak doet over de toekenning van winterhulp aan beschermde klanten wordt gedefinieerd in bijlage 2 van dit besluit.

Art. 3. Het modelverslag voor de vergadering van de lokale energielcommissie die uitspraak doet over het verlies van de hoedanigheid van beschermde klant wordt gedefinieerd in bijlage 3 van dit besluit.

Art. 4. Het modelverslag voor de vergadering van de plaatselijke energielcommissie waarin wordt beslist over het verzoek om de elektriciteits- en/of gasmeter opnieuw te openen, wordt ingetrokken.

Art. 5. Het ministerieel besluit van 5 juli 2019 tot vaststelling van het model voor het verslag van de vergadering van de lokale energielcommissie en tot opheffing van het ministerieel besluit van 21 mei 2008, wordt opgeheven op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Namen, 6 mei 2023.

Ph. HENRY

Bijlage 1. Modelverslag voor de vergadering van de lokale energielcommissie die beslist over de intrekking van de minimale gegarandeerde levering of terugkerende niet-betaling

Verslag van de vergadering van de lokale energielcommissie voor minimale elektriciteitslevering of terugkerende niet-betaling

Gemeente

Lokale energielcommissie voor minimale elektriciteitslevering of terugkerende niet-betaling.

Verslag van de vergadering van
, georganiseerd:

- Binnen het OCMW**
- Via teleconferentie**

Samenstelling van de Commissie

Mevrouw of mijnheer ,
Voorzitter en vertegenwoordiger aangesteld door de raad voor maatschappelijk welzijn

Mevrouw of mijnheer ,
vertegenwoordiger die sociale energiebegeleiding biedt binnen het OCMW

Mevrouw of mijnheer die de sociale
leverancier vertegenwoordigt waarbij de klant is aangesloten.

Het secretariaat van de Commissie wordt behartigd door

.....
.....

Betrokken klant

Naam en voornaam:

.....
.....

Postadres:

.....
.....

Telefoon, gsm en e-mailadres:

.....
.....

Klantnummer:

Aanwezig

Aanwezig en bijgestaan door:

.....
(andere persoon dan de maatschappelijk werker die begeleiding biedt)

Afwezig maar vertegenwoordigd door:

.....
(andere persoon dan de maatschappelijk werker die begeleiding biedt + *bewijs bijvoegen*)

Verontschuldigd (*bewijs bijvoegen*)

Afwezig

Balans van de situatie

Het OCMW heeft al het mogelijke gedaan om contact op te nemen met de betrokken klant	<input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Neen
De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure voor niet-betaling en/of niet-bijvulling volledig werd toegepast (factuur en ingebrekestelling met betrekking tot de gewaarborgde minimumlevering) door de sociale leverancier. De klant heeft een meter waarvan de functie "vooruitbetaling" is geactiveerd sinds	<input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Neen / /
Datum activering van de vermogensbegrenzer / /
(Geschatte) duur van de gegarandeerde minimale levering maanden
Verbruiksstatus onder vermogensbegrenzer:	
<input type="checkbox"/> Opgemeten verbruik kWh
<input type="checkbox"/> Geschat verbruik (alleen als de netwerkbeheerder geen toegang heeft tot de budgetmeter van de betrokken klant) geschat kWh
Schuld gekoppeld aan de gegarandeerde minimumlevering (werkelijk of geschat) €

Opsplitsing van de schuld

Schuld met betrekking tot de minimale gegarandeerde elektriciteitslevering

.....
... €

Andere kosten (nader te bepalen)

.....

.....

.....

.....

.....
... €**In het licht van de verstrekte informatie en na beraadslaging beslist de lokale energielcommissie:** om de gegarandeerde minimumlevering te handhaven om de gegarandeerde minimumlevering in te trekken Deze intrekking vindt plaats buiten de winterperiode en op zijn vroegst vijf dagen na de datum van kennisgeving van het advies van de commissie. Klanten kunnen echter genieten van elektriciteit op volle kracht als ze hun energie vooruitbetalen. Als de klant een slimme meter heeft, zal de distributienetbeheerder de minimale gegarandeerde levering op afstand intrekken.

De lijst met locaties van voorafbetalingsterminals is gratis verkrijgbaar:

- via de volgende website:
- via het volgende telefoonnummer:
- via verzending van een mail naar het volgende adres:

.....

Als de klant de netbeheerder echter geen toegang verleent tot de meter om de configuratie te wijzigen (om de minimumlevering op te heffen), zal de netbeheerder bij de vrederechter een verzoek indienen om de levering op te schorten (af te sluiten).

 voor een nieuwe afspraak op/...../..... om een schuldkwijtschelding van € te verlenen aan de klant met betrekking tot zijn gewaarborgde minimumlevering via de tussenkomst van het Energiefonds van het Waals Gewest. De bijstandsaanvraag wordt door de sociale leverancier ingediend bij de beheerder. De klant wordt uitgenodigd om sociale energiebegeleiding aan te vragen bij het OCMW.

om de klant een afbetalingsplan toe te kennen voor de totale som van € op basis van:

- € in één enkele betaling naar de IBAN-rekening en/of
-€ per maand voor maanden te betalen op de IBAN-rekening

En dit vanaf/...../..... en uiterlijk op/...../..... van elke maand.

De klant zal ook sociale energiebegeleiding kunnen aanvragen die wordt gegarandeerd door de diensten van het OCMW. Als de klant het door de LEC toegekende afbetalingsplan echter niet naleeft, kan de minimale gegarandeerde elektriciteitslevering worden onderbroken.

Andere:

.....

.....

.....

Motivering van de beslissing:

.....

.....

.....

.....

.....

Eventuele aanbevelingen:

.....

.....

.....

.....

.....

Nadere regels voor sociale energiebegeleiding

De klant krijgt al sociale energiebegeleiding

.....

.....

.....

De klant krijgt geen sociale energiebegeleiding, in dat geval zal het OCMW de klant tijdens deze vergadering van de lokale energielcommissie informeren dat hij of zij sociale energiebegeleiding kan aanvragen.

.....
...

.....
...

Handtekening van de leden van de Commissie

Handtekening van de Voorzitter, vertegenwoordiger aangesteld door de raad voor maatschappelijk welzijn

Handtekening van de verantwoordelijke voor sociale energiebegeleiding bij het OCMW

Handtekening van de vertegenwoordiger van de sociale leverancier

De betrokkene bevestigt dat hij een exemplaar van deze beslissing, die als kennisgeving dient, heeft ontvangen.

Handtekening van de klant of van de persoon die hem vertegenwoordigt¹

De betrokkene bevestigt dat hij een exemplaar van deze beslissing, die als kennisgeving dient, heeft ontvangen (schrappen indien niet van toepassing)

¹ De betrokkene bevestigt dat hij of zij het doel van de gegevensverwerking heeft begrepen en geeft zijn of haar toestemming betreffende het gebruik van de gegevens door de leden van de lokale energielcommissie, strikt voor dit doel. In overeenstemming met de bepalingen van Verordening (EU) 2016/679 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, heeft de betrokkene te allen tijde het recht om bezwaar te maken tegen de verwerking of om te verzoeken om wijziging of wissing van zijn of haar persoonsgegevens.

De vergadering van deze lokale energiecommissie wordt gehouden in overeenstemming met:

- artikel 33ter, §2, 1° van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;
- de artikels 38 en 39 van het besluit van de Waalse regering van 30 maart 2006 met betrekking tot de openbaredienstverplichtingen in de elektriciteitsmarkt (BWR ODV ELEKTRICITEIT);
- artikel 4, al. 1, 1° van het besluit van de Waalse regering van 17 juli 2003 betreffende de lokale energiecommissie (BWR LEC).

In geval van betwisting van deze beslissing kan, overeenkomstig artikel 33ter, §6 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, beroep worden aangetekend bij de vrederechter van de plaats waar de betrokken klant is aangesloten.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van 6 mei 2023 tot vaststelling van het model voor het verslag van de vergadering van de lokale energiecommissie en tot opheffing van het ministerieel besluit van 5 juli 2019.

Namen, 6 mei 2023.

De minister van Energie,

Ph. HENRY

Bijlage 2. Modelverslag voor de vergadering van de lokale energielcommissie die uitspraak doet over de toekenning van winterhulp aan beschermde klanten

Vergaderingsverslag van de lokale energielcommissie (gas) die uitspraak doet over de toekenning van winterhulp¹ aan beschermde klanten

Gemeente

Lokale energielcommissie - Gas/Voortzetting van de winterhulp

Verslag van de vergadering van,
georganiseerd:

- Binnen het OCMW**
 Via teleconferentie

Samenstelling van de Commissie

Mevrouw of mijnheer,
Voorzitter en vertegenwoordiger aangesteld door de raad voor maatschappelijk welzijn

Mevrouw of mijnheer,
vertegenwoordiger die sociale energiebegeleiding biedt binnen het OCMW

Mevrouw of mijnheer,
die de sociale leverancier vertegenwoordigt waarbij de klant is aangesloten.

Het secretariaat van de Commissie wordt behartigd door

.....
.....

Betrokken klant

Naam en voornaam:

¹ De winterhulp bestaat uit het dekken van 70% van de kosten voor gaslevering tijdens de winterperiode, via het Energiefonds van het Waals Gewest. De bijstandsaanvraag wordt door de sociale leverancier ingediend bij de beheerder. Deze toeslag is gebaseerd op het totale bedrag dat overeenkomt met het werkelijke verbruik van de klant, dat nauwkeurig zal worden bepaald aan het einde van de winterperiode (Als de klant een budgetmeter heeft, zal zijn verbruik worden bepaald wanneer hij zijn kaart door de budgetmeter haalt en vervolgens door een herlaadterminal. Als de klant een slimme meter heeft waarvan de vooruitbetalingsfunctie is geactiveerd, zal de sociale leverancier de meterstanden van de klant op het einde van de winterperiode op afstand uitlezen om het verbruik te bepalen). Wanneer de minister beslist om de winterperiode te verlengen tot na 31 maart, wordt de toekenning van de wintersteun waartoe de LEC heeft besloten, automatisch gehandhaafd tot het einde van deze periode.

Postadres:

.....

Telefoon, gsm en e-mailadres:

.....

Klantnummer:

Aanwezig

Aanwezig en bijgestaan door:

.....
 (andere persoon dan de maatschappelijk werker die begeleiding biedt)

Afwezig maar vertegenwoordigd door:

.....
 (andere persoon dan de maatschappelijk werker die begeleiding biedt + *bewijs bijvoegen*)

Verontschuldigd (*bewijs bijvoegen*)

Afwezig

Balans van de situatie

Het OCMW heeft al het mogelijke gedaan om contact op te nemen met de betrokken klant. Ja
 Neen

De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure is gevolgd en waarin de levering toegekend aan de klant tussen de aanvraag van de klant voor winterhulp en de LEC-bijeenkomst wordt gespecificeerd, is door de sociale leverancier verstrekt. Ja
 Neen

Startdatum voor de winterhulp (verstrekkt door de sociale leverancier in de tussentijd van de LEC-bijeenkomst). / /

Index van het begin van de winterhulp.

In het licht van de verstrekte informatie en na beraadslaging beslist de lokale energielcommissie:

om de winterhulp toegekend aan de klant voort te zetten.

Als klanten een budgetmeter hebben, zijn ze verplicht om hun indexen door te geven aan de sociale leverancier op het einde van de winterperiode (in principe gepland voor 31/03), door hun vooruitbetaalkaart door de budgetmeter te halen en vervolgens door een herlaadterminal.

Als de klant een slimme meter heeft waarvan de vooruitbetalingsfunctie is geactiveerd, zal de sociale leverancier zelf de meterstanden van de klant op het einde van de winterperiode op afstand uitlezen (in principe voorzien tegen 31/03).

om de winterondersteuning met ingang van/...../.....te beëindigen. De kWh die tijdens de leveringsperiode door de sociale leverancier worden verbruikt, blijven aan de klant aangerekend.

Het einde van de wintersteun kan op zijn vroegst vijf dagen na de datum van kennisgeving van het advies van de commissie plaatsvinden.

nieuwe afspraak op/...../.....
Tijdens deze tussenperiode wordt de winterhulp gehandhaafd.

Op het moment van deze LEC informeert het OCMW de klant dat hij of zij sociale energiebegeleiding kan aanvragen bij het OCMW.

Andere:

.....
.....
.....

Motivering van de beslissing:

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Eventuele aanbevelingen:

.....
.....
.....
.....
.....

Nadere regels voor sociale energiebegeleiding

De klant krijgt al sociale energiebegeleiding

.....

De klant krijgt geen sociale energiebegeleiding Het OCMW informeert de klant tijdens de Lokale Energiecommissie dat hij sociale energiebegeleiding kan aanvragen.

.....

Handtekening van de leden van de Commissie

Handtekening van de Voorzitter, vertegenwoordiger aangesteld door de raad voor maatschappelijk welzijn

Handtekening van de verantwoordelijke voor sociale energiebegeleiding bij het OCMW

Handtekening van de vertegenwoordiger van de sociale leverancier

De betrokkene bevestigt dat hij een exemplaar van deze beslissing, die als kennisgeving dient, heeft ontvangen.

Handtekening van de klant of van de persoon die hem vertegenwoordigt¹

De betrokkene bevestigt dat hij een exemplaar van deze beslissing, die als kennisgeving dient, heeft ontvangen (schrappen indien niet van toepassing)

De vergadering van deze lokale energiecommissie wordt gehouden in overeenstemming met:

- artikel 31quater, §2, 1° van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;
- artikel 6bis, al. 1, 1° van het besluit van de Waalse regering van 17 juli 2003 betreffende de lokale energiecommissie (BWR LEC);

¹ De betrokkene bevestigt dat hij of zij het doel van de gegevensverwerking heeft begrepen en geeft zijn of haar toestemming betreffende het gebruik van de gegevens door de leden van de lokale energiecommissie, strikt voor dit doel. In overeenstemming met de bepalingen van Verordening (EU) 2016/679 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, heeft de betrokkene te allen tijde het recht om bezwaar te maken tegen de verwerking of om te verzoeken om wijziging of wissing van zijn of haar persoonsgegevens.

- artikel 40 van het besluit van de Waalse regering van 30 maart 2006 met betrekking tot de openbaredienstverplichtingen in de gasmarkt (BWR ODV GAS);
In geval van betwisting van deze beslissing kan, overeenkomstig artikel 31quater, §6 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, beroep worden aangetekend bij de vrederechter van de plaats waar de betrokken klant is aangesloten.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van 6 mei 2023 tot vaststelling van het model voor het verslag van de vergadering van de lokale energiecommissie en tot opheffing van het ministerieel besluit van 5 juli 2019.

Namen, 6 mei 2023.

De minister van Energie,

Ph. HENRY

Bijlage 3. Modelverslag voor de vergadering van de lokale energielcommissie die uitspraak doet over het verlies van de hoedanigheid van beschermde klant.

Vergaderverslag van de lokale energielcommissie (elektriciteit en/of gas) Verlies van de hoedanigheid van beschermde klant

Gemeente

Lokale energielcommissie betreffende het verlies van de hoedanigheid van beschermde klant.

Vergaderrapport, georganiseerd:

Binnen het OCMW

Via teleconferentie

Samenstelling van de Commissie

Mevrouw of mijnheer,
Voorzitter en vertegenwoordiger aangesteld door de raad voor maatschappelijk welzijn

Mevrouw of mijnheer,
vertegenwoordiger die sociale energiebegeleiding biedt binnen het OCMW

Mevrouw of mijnheer die de sociale
leverancier vertegenwoordigt waarbij de klant is aangesloten.

Het secretariaat van de Commissie wordt behartigd door

.....
.....

Betrokken klant

Naam en voornaam:

.....
....

Postadres:

.....
....

Telefoon, gsm en e-mailadres:

.....
....

Klantnummer:

Aanwezig

Aanwezig en bijgestaan door:

.....

(andere persoon dan de maatschappelijk werker die begeleiding biedt)

Afwezig maar vertegenwoordigd door:

.....

(andere persoon dan de maatschappelijk werker die begeleiding biedt + *bewijs bijvoegen*)

Verontschuldigd (*bewijs bijvoegen*)

Afwezig

Balans van de situatie

Het OCMW heeft al het mogelijke gedaan om contact op te nemen met de betrokken klant.

Ja

Neen

De beschermde klant wordt beleverd door de sociale leverancier sinds:

..... / /

Datum van het verlies van de hoedanigheid van beschermde klant of vervaldatum van het laatste geldig attest

..... / /

De verantwoordingsnota, waaruit blijkt dat de procedure voor het verliezen van het statuut van beschermde klant is gevolgd, is verstrekt.

Ja

Neen

In het licht van de verstrekte informatie en na beraadslaging beslist de lokale energiecommissie om:

het statuut van beschermde klant te behouden en de netbeheerder te machtigen om elektriciteit en/of gas te blijven leveren.

het verlies van het statuut van beschermde klant te bevestigen. De regularisatieprocedure die kan leiden tot een verzoek aan de vrederechter om de bevoorrading van de klant op te schorten (af te sluiten) is begonnen. Om te voorkomen dat ze worden afgesloten of om de procedure voor de vrederechter te onderbreken, worden klanten uitgenodigd om zo snel mogelijk een contract te tekenen met de commerciële leverancier van hun keuze of om een geldig bewijs te leveren van hun statuut als beschermde klant.

nieuwe afspraak op/...../.....

Andere:

.....
....

.....
....

Motivering van de beslissing

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Handtekening van de leden van de Commissie

Handtekening van de Voorzitter en vertegenwoordiger aangesteld door de raad voor maatschappelijk welzijn

Handtekening van de verantwoordelijke voor sociale energiebegeleiding bij het OCMW

Handtekening van de vertegenwoordiger van de sociale leverancier

De betrokkene bevestigt dat hij een exemplaar van deze beslissing, die als kennisgeving dient, heeft ontvangen.

Handtekening van de klant of van de persoon die hem vertegenwoordigt¹

De betrokkene bevestigt dat hij een exemplaar van deze beslissing, die als kennisgeving dient, heeft ontvangen (schrappen indien niet van toepassing)

¹ De betrokkene bevestigt dat hij of zij het doel van de gegevensverwerking heeft begrepen en geeft zijn of haar toestemming betreffende het gebruik van de gegevens door de leden van de lokale energielcommissie, strikt voor dit doel. In overeenstemming met de bepalingen van Verordening (EU) 2016/679 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, heeft de betrokkene te allen tijde het recht om bezwaar te maken tegen de verwerking of om te verzoeken om wijziging of wissing van zijn of haar persoonsgegevens.

De vergadering van deze lokale energiecommissie wordt gehouden in overeenstemming met:

- artikel 31*bis*, §2 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;
- artikel 33, §2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;
- artikel 31, § 4 van het besluit van de Waalse regering van 30 maart 2006 met betrekking tot de openbaredienstverplichtingen in de gasmarkt (BWR ODV GAS);
- artikel 27, § 4 van het besluit van de Waalse regering van 30 maart 2006 met betrekking tot de openbaredienstverplichtingen in de elektriciteitsmarkt (BWR ODV ELEKTRICITEIT);
- artikel 6 *quinquies* van het besluit van de Waalse regering van 17 juli 2003 betreffende de lokale energiecommissie (BWR LEC).

In geval van betwisting van deze beslissing kan, overeenkomstig artikel 33ter, §6 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en artikel 31quater, §6 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, beroep worden aangetekend bij de vrederechter van de plaats waar de betrokken klant is aangesloten.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van 6 mei 2023 tot vaststelling van het model voor het verslag van de vergadering van de lokale energiecommissie en tot opheffing van het ministerieel besluit van 5 juli 2019.

Namen, 6 mei 2023.

De minister van Energie,

Ph. HENRY